

# Image des enseignants : “La manière dont le drame d’Arras va se répercuter dans l’opinion sera décisive”

Pour le chercheur en sciences de l’éducation Philippe Meirieu, l’assassinat de Dominique Bernard doit plus que jamais conduire à la revalorisation d’une profession malmenée.



Rassemblement le 16 octobre 2023, place de la République, à Paris, en hommage à Dominique Bernard, professeur de lettres tué au couteau au lycée Gambetta-Carnot d’Arras. Photo Amaury Cornu/Hans Lucas via AFP

Par Marion Rousset

«Il faut un événement dramatique pour qu’on se souvienne de l’éminente dignité de la mission [des enseignants], le temps d’un bref hommage [...], avant que ne revienne la rengaine sur leurs privilèges. » Voilà ce que déplore Philippe Meirieu, spécialiste des sciences de l’éducation, dans un petit livre paru à la rentrée, *Qui veut encore des professeurs ?*. Un constat qui résonne tristement après [l’assassinat à coups de couteau de Dominique Bernard](#), à Arras, par un ancien élève radicalisé, lequel a également blessé un autre professeur et deux agents d’entretien. Dans la foulée, le président de la République a ainsi témoigné de son soutien dans un

message [posté sur X](#) (ex-Twitter) : « *Si je m'adresse à vous, c'est pour vous assurer à tous que nous nous tenons à vos côtés. Que la Nation qui doit tant à l'Éducation nationale est là pour vous.* » Ce qui ne retire rien au fait que le monde de l'éducation, aujourd'hui abattu, fait depuis des années l'objet d'attaques symboliques, relevées par Philippe Meirieu. Pour le pédagogue qui arpente la France à la rencontre des équipes éducatives, le sentiment de perte de sens et l'impression de déclassement dominant un paysage ravagé par des politiques indifférentes à l'histoire et à l'identité de l'école.

### **Vous décrivez dans votre livre un corps enseignant en souffrance...**

Le métier est touché par une crise très forte, qui s'illustre par le manque de vocations et les démissions toujours plus nombreuses. Crise qui touche la quasi-totalité des métiers de l'humain. Les travailleurs sociaux, les éducateurs spécialisés, les acteurs de la santé mentale, etc. vivent une dépression collective qui recoupe la question de la reconnaissance salariale et sociale. Ces métiers ont été progressivement instrumentalisés, déshumanisés, vidés de ce qui faisait leur spécificité, avec l'émergence du nouveau management public et l'obligation de résultat. Les professeurs, longtemps considérés comme des courroies importantes de la formation à la démocratie, sont à leur tour atteints par un même sentiment de désenchantement, au rythme des réformes qui s'enchaînent et des injonctions qui arrivent d'en haut, sans que leur avis soit pris en compte.

### **Les évaluations standardisées participent-elles de cette perte de sens ?**

Ces évaluations nationales et internationales leur donnent le sentiment qu'on cherche à réduire à des résultats quantifiables leur métier, qu'ils sont soupçonnés en permanence de ne pas faire bien. A fortiori par les parents, qui se considèrent souvent comme des clients, cherchant d'abord l'intérêt de leur progéniture. Ce sentiment est renforcé par le développement d'un marché constitué d'offices de soutien multiples, comme « Coach cognitif », à deux pas de chez moi, qui affiche un slogan dans l'air du temps : « *L'essentiel ne se joue plus à l'école.* » Tout cela concourt à une impression de vacuité du métier, à laquelle s'ajoutent des difficultés pédagogiques liées notamment à l'augmentation du nombre d'« enfants bolides » dont l'attention a été rabaissée par l'usage excessif des écrans. Si les enseignants puisent dans leur énergie personnelle pour continuer, ils sont au fond confrontés à un sentiment de déclassement dans lequel l'action de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Éducation nationale a joué un rôle.



Philippe Meirieu, professeur émérite à l'université Lumière-Lyon-II, a publié de nombreux ouvrages sur la pédagogie et les sciences de l'éducation. Photo Hermance Triay

### **Pourquoi lui plus qu'un autre ?**

Non seulement parce qu'il est resté cinq ans, mais aussi parce qu'il a agi d'une manière très autoritaire. Il est arrivé en disant qu'il n'allait rien changer et il a tout changé, sans évaluer ce qui avait été expérimenté auparavant. Les enseignants se sont sentis manipulés et méprisés dans leurs compétences et leur identité, renvoyés à une fonction d'exécutant aux ordres de la Rue de Grenelle. Nos gouvernants ont l'habitude de fonctionner à coups de menton contre une institution dont ils méconnaissent la réalité, l'histoire et la sensibilité. Ils jouent l'opinion contre les professeurs. L'un des enjeux majeurs aujourd'hui pour l'école, c'est donc l'alliance avec les parents afin d'éviter qu'ils ne se transforment définitivement en consommateurs d'école et fassent exploser le service public d'éducation.

**Vous invoquez dans votre livre les pères fondateurs de l'école républicaine, Ferdinand Buisson et Jules Ferry. Que faut-il retenir aujourd'hui de la vision qu'ils ont défendue ?**

Quand le président de la République invoque Ferdinand Buisson, tout en laissant entendre que les enseignants ont renoncé à transmettre les savoirs de base pour faire acte de « *pédagogisme* », il trahit cette figure qui n'a cessé de dire que la pédagogie était au cœur du métier d'enseignant. Que c'est à travers le dessin, les sorties scolaires, l'histoire et la géographie, le chant et le travail manuel que les fondamentaux prennent sens. On ne peut pas simultanément se revendiquer des pères de l'école laïque, comme le fait Emmanuel Macron, et dire l'inverse de ces derniers. Ferdinand Buisson critiquait la conception étreinte des fondamentaux qu'il associait à l'Ancien Régime. Pour lui, comme pour Jules Ferry, les professeurs ne rendaient pas un service aux parents, ils avaient une mission visant une authentique émancipation. Contrairement à ce que l'on croit parfois, l'école qu'ils ont voulue n'était pas simplement faite pour que les élèves y apprennent, elle était faite pour qu'ils y apprennent ensemble. Sa mission n'était pas de faire réussir individuellement chaque élève mais de construire du collectif.

**Est-ce un appel que vous lancez ?**

La fonction de l'enseignant est aujourd'hui réduite à un ensemble de services. On leur demande de garder les enfants pendant que les parents travaillent, de préparer aux examens, aux tests d'évaluation nationaux et internationaux, à l'entrée dans le secondaire, puis dans une profession... Autant de tâches que pourront un jour exécuter les robots conversationnels. Il existe une songerie selon laquelle, à terme, le numérique permettra de se passer des professeurs pour proposer un enseignement entièrement individualisé qui donnera satisfaction aux parents devenus des clients. Je ne crois pas que cela arrivera, mais cette anticipation présente dans l'imaginaire collectif en dit long sur le fait qu'on ne comprend plus la fonction proprement humaine de l'enseignant. L'école doit être le lieu de construction d'un commun où des êtres singuliers partagent le même savoir. C'est en cela que le professeur est irremplaçable. S'il s'agit juste de délivrer des informations, ChatGPT pourra le faire mieux que nous.

**Les drames qui touchent l'école ont-ils un impact sur l'image des professeurs dans la société ?**

En 2019, Christine Renon, directrice d'école à Pantin, s'est suicidée sur son lieu de travail. En 2020, [Samuel Paty](#), professeur d'histoire-géographie, a été assassiné, comme Dominique Bernard, professeur de lettres, récemment... À chaque fois, les Français s'émeuvent beaucoup quand survient un événement dramatique, mais ils ont ensuite tendance à oublier, voire à accuser les professeurs de ne pas assez bien traiter leur progéniture. La manière dont le drame d'Arras va se répercuter dans l'opinion sera décisive. On peut basculer vers une revalorisation du métier de professeur, avec l'idée que nos démocraties sont chevillées par cette profession... ou s'engager dans une espèce de guerre civile par réseaux sociaux interposés profondément triste. Rien n'est joué.

*Qui veut encore des professeurs ?*, de Philippe Meirieu, éd. du Seuil, 60 pages, 4,90 €.